

Un Maghreb des régions ?

L'avenir du Maghreb passe par la constitution d'un 'régionalisme' ouvert sur le monde méditerranéen, dépassant le strict cadre des frontières nationales existantes.

Benjamin Stora

A l'aube du XXI^e siècle, le sentiment d'isolement s'accroît au sein des populations du Maghreb. Ce vaste territoire semble coincé entre la barrière saharienne, derrière laquelle se trouve un continent africain qui ne parvient décidément pas à s'arracher au sous-développement, et les miradors édifiés de l'autre côté de la Méditerranée, par l'Europe de Schengen. Les difficultés semblent grandes à cause de la politique suivie par les gouvernements qui se sont succédé au lendemain de la décolonisation : mauvaise gestion économique, corruption, absence de démocratie. Le tout est aggravé par les transformations rapides nées de la mondialisation économique.

Pourtant le Maghreb, face à une Europe vieillissante, possède des atouts considérables : une population jeune, une alphabétisation qui progresse, des ressources naturelles considérables. Mais ce dernier point doit être nuancé. Certains évoquent aujourd'hui, avec le gaz et le pétrole, une « malédiction » des matières premières qui n'a pas provoqué le développement, par exemple, de l'agriculture (c'est le cas de l'Algérie). Il existe aussi le problème de la corruption protéiforme et qui suit des circuits différents au Maroc, en Algérie et en Tunisie. Il existe un lien étroit entre absence de démocratie politique, bureaucratie et corruption.

Dans l'ensemble des pays de la région, la recherche de modes de rémunérations complémentaires et occultes a freiné considérablement le développement économique et politique. Dans les trois principaux pays du Maghreb, Algérie, Tunisie et Maroc, la nécessité de « modernité », de passage à l'Etat de Droit ne sont plus de simples mots d'ordre, mais des revendications actives qui traversent l'ensemble des sociétés. Grâce à l'alphabétisation des masses, à l'urbanisation et l'industrialisation, la connaissance plus grande du monde extérieur par le développement des images satellitaires, les Etats ne peuvent donc plus freiner le processus de volonté citoyenne. Ce mouvement relativise la notion du « modèle spécifique occidental » et place le Maghreb dans un mouvement d'ensemble où la démocratie et les droits de l'homme sont devenus des fondements essentiels de

légitimité quels que soient le passé, le patrimoine culturel ou l'environnement religieux. Il faut dire aussi que l'histoire coloniale longue, qui est un point commun aux trois pays du Maghreb, a apporté un faux modèle de démocratie, au nom de principes républicains qui ont durablement dévalué le principe universaliste de la démocratie. Cette situation a favorisé les replis identitaires forts, à base de communautarisme religieux, dès la construction des mouvements nationalistes anticoloniaux. Ce sont ensuite ces mouvements qui se sont installés durablement au pouvoir, Front de Libération National (FLN) en Algérie, Néo Destour en Tunisie. En leur sein, se sont développées les idées du différencialisme culturel opposées à celles de l'universalisme occidental. Bien plus tard, les islamistes se chargeront de pousser cette logique le plus loin possible.

La chute des mouvements nationalistes

Mais nous assistons, à la fin du XX^e siècle, dans les trois pays, à l'épuisement des nationalismes politiques créés pour les indépendances. Ces mouvements indépendantistes, à forte coloration populiste, ont su mobiliser des foules considérables pour la réappropriation de l'identité bafouée ou perdue. Cette dimension de la réappropriation identitaire, aujourd'hui, ne provoque plus que des replis nationalistes, des isollements identitaires. Or, les jeunes générations du Maghreb sont à l'écoute des bruits de la « culture-monde », et veulent sortir du trop-plein d'une histoire exclusivement nationaliste.

Difficiles rapports entre une mémoire nationaliste trop pleine et un oubli d'histoire impossible. Les pays du Maghreb sont également confrontés à des mouvements démocratiques qui, eux aussi, réinterrogent et interpellent l'histoire récente : faut-il juger les auteurs d'actes répréhensibles qui ont entravé le fonctionnement démocratique des Etats et des sociétés ? La multiplication d'associations de « familles de disparus », de « victimes du terrorisme », en Algérie ; de « vérités sur les personnes enlevées », au Maroc (avec l'affaire de l'en-

Benjamin Stora, professeur d'Histoire du Maghreb contemporain à l'Inalco, Paris.



Source : AFKAR/IDEES

lèvement de Mehdi Ben Barka en 1965 qui reste un point central de recherche de vérité), apparaissent comme autant de symptômes d'une future judiciarisation de la vie politique au Maghreb. A cette volonté, les Etats répondent par des initiatives venant « d'en haut », comme le référendum sur la réconciliation nationale en Algérie de septembre 2005 ou, au Maroc, la mise en place de l'Instance Equité et Réconciliation (IER), sans référence aux mouvements de la société civile.

Les mouvements islamistes

De son côté l'islamisme, ou plutôt l'islam politique, qui a connu son apogée au moment où les idéologies tiers-mondistes étaient en crise, dans les années quatre-vingts, paraît être dans l'impasse dans sa volonté de prise du pouvoir. L'islamisme apparaissait alors comme arme de critique et de distance par rapport à l'Occident, d'autant que se développait cette sensation d'une dépendance des Etats du monde musulman par rapport à ce même Occident.

Au Maghreb, les mouvements islamistes insistaient sur la persistance des phénomènes d'acculturation à l'œuvre dans les domaines de la langue, de l'éducation, de la formation des élites à l'étranger et qui dirigent le pays. Pour les islamistes, l'islam était comme une contre-culture face à la suprématie culturelle de l'Occident. La religion n'é-

tait pas seulement une foi ; mais par une sorte de retournement « anti-orientaliste », les militants islamistes insistaient sur la « mission civilisatrice » de l'islam. Après avoir connu un succès réel dans une partie importante de la jeunesse en proie au chômage, l'islamisme politique va se heurter au mouvement de sécularisation qui affecte les sociétés maghrébines. Si dans la mondialisation actuelle, l'islamité peut se présenter comme fondement central d'une redéfinition de l'identité nationale, que peut-il dire face à l'affirmation de la primauté de l'individu-consommateur ? L'individualisme et la fuite personnelle, la crise des cellules familiales et communautaires frappent en profondeur le Maghreb dans le nouveau siècle. Celui qui émigre ne part plus vers le Nord au compte d'une collectivité villageoise, familiale, tribale... il part pour lui-même, se détachant de sa communauté d'origine. La sécularisation apparaît avec le processus de l'individualisme-nihiliste. La foi religieuse ne peut plus dépendre de l'Etat ou être défendue par lui, jugé trop lointain et hautain, mais devient de plus en plus une affaire personnelle. La religion ne sert plus à légitimer le pouvoir politique, mais relève de la spiritualité intérieure du croyant.

Dans ce sens, l'islamisme radical qui s'orientait vers la prise immédiate et rapide du pouvoir politique dans les années quatre-vingt-dix, notamment en Algérie, n'a pas su rester en prise avec l'individualisation du sacré et l'affranchissement communautaire. La cruauté, la

Conférence Euromed des régions Barcelone + 10

A l'occasion du dixième anniversaire de la Déclaration de Barcelone, qui se tiendra en novembre 2005, la Conférence des régions périphériques maritimes d'Europe (CRPM) et la Generalitat de Catalogne organisent, en collaboration avec le Comité des régions, une grande conférence des autorités sous-étatiques et régionales des Etats membres de l'Union européenne (UE), des pays candidats et de ceux du partenariat euroméditerranéen, ainsi que de la Libye. Le principal objectif de la Conférence Euromed des régions, qui se tiendra les 25 et 26 novembre à Barcelone, sera de promouvoir une politique de développement régional et d'analyser la possibilité de créer un instrument spécifique destiné à coordonner toutes les autorités sous-étatiques décentralisées (en tant qu'institutions impliquées dans le Processus de Barcelone) dans les Etats membres de l'UE et dans les pays partenaires du bassin méditerranéen. La Conférence sera le moyen d'aborder les problèmes opérationnels et de contribuer activement à l'échange d'idées et d'initiatives dans le domaine de la coopération décentralisée : le dialogue et le partenariat s'étendront alors aux institutions locales et régionales, qui sont les plus proches des citoyens. Après un débat ouvert sur les points-clé d'un agenda renouvelé Barcelone Plus, on proposera la création de cet instrument spécifique dans une déclaration conjointe qui, une fois approuvée, sera transmise aux chefs d'Etat et de gouvernement assistant au Sommet extraordinaire de Barcelone. Les régions et autorités locales auront ainsi la possibilité de contribuer de façon plus efficace à la démocratie, la bonne gouvernance, au développement durable et à la prospérité de l'ensemble du partenariat euroméditerranéen.

Pour de plus amples informations :

- <http://www.crpm.org>
- http://www.gencat.net/relacions_exteriors/bcn10/index.htm
- <http://www.barcelona10.org>

sauvagerie et la barbarie du drame algérien ont d'autre part joué comme un effet repoussoir dans les sociétés. Mais l'activisme islamiste ne disparaîtra pas pour autant des sociétés du Maghreb. Ainsi, l'enracinement du mouvement islamique au Maroc autour de la figure de cheikh Yassine, exprime cette poursuite d'une révolution culturelle et identitaire ; d'autant que les effets de la mondialisation sont toujours là, ainsi que le chômage endémique et les manifestations envahissantes de domination culturelle de l'Occident.

L'arrivée des nouveaux technocrates

Dans ce début de siècle, au Maroc, en Algérie et en Tunisie, on assiste à l'arrivée à des postes clés de « technocrates » très différents des personnels politiques issus des indépendances, qu'ils remplacent. Cette évolution semble s'accompagner d'une sorte de désaffection de la politique parmi les jeunes élites. L'arrivée des générations politiques qui n'ont pas connu la guerre d'indépendance contre la présence coloniale française sera un des défis majeurs. L'effacement des solidarités mémorielles nées des combats nationalistes produit des élites fonctionnant sur un mode essentiellement technocratique.

Cela doit être mis en rapport avec la modification d'idée de gouvernement ayant en charge toutes les affaires

publiques. Cette idée de gouvernement, omniprésent et dirigeant tout, apparaît comme de plus en plus inadaptée. L'émergence d'un secteur privé relativement fort, d'une classe d'entrepreneurs, d'intellectuels et de journalistes s'orientant vers une autonomie de pensée, l'existence ancienne des mouvements syndicaux, l'accroissement et la complexité des systèmes économiques font douter du bien fondé de la centralisation autoritaire d'un Etat.

D'autre part, la multiplication des dysfonctionnements étatiques, avec surtout la corruption, l'utilisation des pouvoirs dévolus au nom de l'intérêt général pour servir des intérêts privés, accroissent la méfiance des peuples à l'égard des responsables jugés, parfois injustement, incompetents ou impuissants. Ce qui s'impose donc comme critère central aux yeux des opinions publiques maghrébines naissantes, ce n'est pas tant le critère de jeunesse, ou de compétence technocratique, mais bien l'intégrité et la probité. Les revendications de moralisation de la vie publique et de refus du mépris pratiqué par le haut, les volontés d'abandon du secret politique et la mise en œuvre de la transparence naissent progressivement dans l'espace politique maghrébin.

Dans cette bataille démocratique, l'obstacle de la division, profonde, entre les pays, peut être surmonté.

Car l'Union du Maghreb arabe (UMA), fondée en 1989, est, à l'évidence, une coquille vide. Le Maghreb est une des régions du monde où la coopération politique et économique est la moins développée. Les trois pays ont la tête tournée vers l'Europe tout en s'ignorant, lorsqu'ils ne s'affrontent pas. Et si l'UMA est effectivement en panne, c'est à la suite de la crise profonde du couple majeur algéro-marocain. Mais le Maghreb est bien plus qu'une simple donnée géopolitique : les peuples de ce territoire partagent la même langue, la même culture, la même foi. L'histoire a aussi forgé des liens puissants dans les combats anticoloniaux. Aussi, le Maghreb politique ne peut-il que se construire en dépit des résistances et des retards. Mais, ce ne sera pas un Maghreb par addition de trois Etats. L'avenir passe, en ce tournant de siècle, par la constitution d'un « régionalisme » à la fois ouvert sur le monde méditerranéen, et dépassant le strict cadre des frontières nationales existantes. Les unités régionales à l'intérieur du Maghreb politique, comme le Rif (l'Orient) au Maroc, la Kabylie (avec la grande question berbère) en Algérie, ou encore le Sahara occidental (avec le règlement de la question sahraouie) seront les nouvelles réalités géopolitiques et économiques, chevauchant les lignes de séparation radicales entre les Etats. Si le concept de souveraineté nationale ne disparaîtra pas de sitôt, ces mêmes Etats seront de plus en plus confrontés aux volontés régionalistes à travers l'ensemble du Maghreb. Ce sera alors la fin de l'idée que l'exercice de la puissance physique des Etats peut, à elle seule, contrôler l'ensemble des ressources économiques, culturelles et politiques. Plus que le « Maghreb des peuples » devenu un simple slogan incantatoire, c'est vers le « Maghreb des régions » que nous nous dirigerons au XXI^e siècle. ■